

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 30 décembre 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Partie nominative

Les Ateliers Réunis S.A.S

1 route de Herrlisheim
67410 Drusenheim

Affaire suivie par : Sylvie PLANCY
Téléphone : 03 88 13 06 22
Courriel : sylvie.plancy@developpement-durable.gouv.fr
Références : 24-613_0006700511_SP/AR

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 24 septembre 2024 de l'établissement Les Ateliers Réunis S.A.S implanté 1, route de Herrlisheim à Drusenheim (67410). Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Sylvie PLANCY, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Me Lydie VERDENET, Mandataire judiciaire, MJ SYNERGIE,
- M. Jacky KELLER, Maire de Drusenheim,
- M. Dany MOOG, Société Européenne Conseil Environnement et Géotechnique.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement Sylvie PLANCY	La coordinatrice de la mission reconquête des territoires dégradés : Ophélie JAMAIN	Le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT Par délégation

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du le 24 septembre 2024 de l'établissement Les Ateliers Réunis S.A.S implanté 1, route de Herrlisheim à Drusenheim (67410), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Mémoire de réhabilitation** - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010 article : R.512-39-3

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 30 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Les Ateliers Réunis S.A.S

1 route de Herrlisheim
67410 Drusenheim

Références : 24-613_ 0006700511_SP/AR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 septembre 2024 de l'établissement Les Ateliers Réunis S.A.S implanté 1, route de Herrlisheim à Drusenheim (67410). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les Ateliers Réunis S.A.S
- 1, route de Herrlisheim 67410 Drusenheim
- Code AIOT : 0006700511
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de production du 1, route de Herrlisheim à Drusenheim date de 1928. Il a été autorisé pour la première fois en 1977 puis 2003. Par arrêté préfectoral du 26 mai 2014, la société CADDIE STRASBOURG qui devient la société SAS LES ATELIERS RÉUNIS – CADDIE a été autorisée à y exploiter des installations de traitement de surface et d'application de vernis.

Par courrier du 20 septembre 2021, l'exploitant de la société a notifié la cessation des activités du site de Drusenheim. La SELARL SYNERGIE en la personne de Me Fabienne JENNER a été nommée en qualité de liquidateur judiciaire par jugement du tribunal judiciaire de Saverne du 22 mars 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôles

Une évaluation environnementale du site a été réalisée en 2017 dans le cadre de la vente du site , pour éclairer le décideur sur les orientations à prendre dans le cadre de son projet.

Les analyses effectuées ont permis de constater l'absence d'anomalie significative sur le milieu sol avec la présence ponctuelle de pollutions aux métaux lourds à des concentrations modérées à fortes, de faibles teneurs en hydrocarbures totaux, en hydrocarbures aromatiques polycycliques et de tétrachloroéthylène (traces). Cette étude conclut qu'aucune action corrective n'est a priori nécessaire au regard de l'usage actuel du site et qu'aucune mesure corrective n'est préconisée au regard des concentrations mises en évidence.

Cette étude réalisée avant l'arrêt de l'activité du site, fait état d'un faible niveau de pollution du site.

Un complément d'étude statuant sur la compatibilité du site avec l'usage futur industriel est nécessaire. Il permettrait la sortie du site du statut d'installation classée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1	Sans objet
2	consultation sur l'usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est mis en sécurité.

L'usage futur retenu après la consultation réalisée par le liquidateur judiciaire est un usage futur industriel.

Un complément d'étude statuant sur la compatibilité du site avec l'usage futur industriel est nécessaire. Il permettrait la sortie du site du statut d'installation classée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a notifié par courrier du 20 septembre 2021, l'arrêt des activités du site de Drusenheim.</p> <p>Le site est clos. L'ensemble des produits et déchets liés à l'activité de la société CADDIE ont été évacués du site. Les cuves de fioul qui étaient implantées à l'extérieur devant la chaufferie du site ont été enlevées de même que les installations de la chaufferie.</p> <p>L'alimentation haute tension du site a été coupée. Le site qui est partiellement loué à deux</p>

entreprises reste alimenté en électricité basse tension.

Le diagnostic des sols réalisé en 2017 indique l'absence d'anomalies significatives dans les sols. On note toutefois la présence d'une pollution ponctuelle en métaux lourds près des cuves de fioul, de faibles teneurs en hydrocarbures totaux, hydrocarbures aromatiques polycycliques et des traces de tétrachloroéthylène au droit de certains sondages de sol.

La mise en sécurité du site est effective.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : consultation sur l'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2

Thème(s) : Autre, consultation sur l'usage futur

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article. II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site. III. - A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.

Constats :

Pour répondre à la sollicitation de l'exploitant, la mairie de Drusenheim qui a acquis le site en 2020, a indiqué dans son courrier du 20 octobre 2021, qu'elle prévoyait d'y implanter des activités autres qu'industrielles. Suite à la mise en liquidation judiciaire de la société en mars 2022, le liquidateur a consulté la mairie de Drusenheim qui est également propriétaire, par courrier du 6 décembre 2022 et a proposé un usage futur industriel, correspondant au PLU de la zone.

La mairie n'a pas répondu à cette consultation.

En l'absence d'observations de la mairie consultée dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.

L'usage futur retenu est un usage industriel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3

Thème(s) : Autre, Mémoire de réhabilitation

Prescription contrôlée :

I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de [l'article R. 512-39-2](#),

<p>l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les diagnostics réalisés ne permettent pas de répondre aux exigences de cet article. La compatibilité du site avec son usage futur n'a pas été prouvé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une étude permettant de justifier de la compatibilité de l'état du site avec l'usage futur retenu doit être transmise à l'inspection. A défaut, le liquidateur judiciaire la société SAS LES ATELIERS RÉUNIS – CADDIE devra justifier des fonds encore disponibles dans la liquidation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>